

au moins de 3.000 millions de dollars, c'est-à-dire tel qu'il sera impossible pour le capitalisme européen de se débarrasser de l'aide américaine. Il est nécessaire de voir rapidement les raisons les plus importantes de cet échec certain.

1° Déjà à l'échelle de chaque économie nationale, l'Etat ne peut pas imposer la « planification » qu'il propose. C'est un fait que son rôle économique a énormément grandi, qu'il contrôle le commerce extérieur dans la plupart des pays et que la faillite du capitalisme national l'a obligé de prendre en mains la plus grande partie de l'activité des investissements (34). Mais ceci ne signifie pas encore qu'il peut, à l'étape actuelle, déterminer positivement le volume global, ou l'orientation par secteurs de ces investissements; il ne peut non plus déterminer ni le niveau des prix, ni les niveaux de production et de consommation, sauf en ce qui concerne les masses exploitées.

2° L'ensemble de ces plans ne constitue nullement un « plan européen ». Non seulement ils ne forment pas un tout organique, mais il leur manque même une coordination élémentaire. Des contradictions criantes les opposent l'un à l'autre. Aucune « division du travail à l'échelle européenne » n'en résulte; chaque pays capitaliste essaie de réaliser une économie autarcique pour la date fatidique de 1952-53. La preuve empirique en est donnée par le recul énorme du commerce intra-européen — qui ne fait qu'accentuer la dépendance de chaque capitalisme européen par rapport aux U.S.A. (35). Une telle division du travail ne pourrait être restaurée que de deux manières: la première serait le rétablissement d'un marché international libre, d'une concurrence sans restrictions, de monnaies nationales liées à l'or, fortes et librement convertibles entre elles. Il est inutile même de parler d'une telle hypothèse: le capitalisme ne peut pas revenir cinquante ans en arrière; le voudrait-il, d'ailleurs, que ce retour signifierait son arrêt de mort, car la production américaine envahirait immédiatement le marché européen en étouffant les entreprises locales. L'autre moyen serait

(34) Les investissements nets de l'Etat représentaient, en 1947, les deux tiers des investissements totaux en Belgique; 40 % en Italie; plus de la moitié en France; un quart au Royaume Uni.

(35) En 1947, le commerce intra-européen ne représentait que 65 % de son volume d'avant-guerre. Selon les plans, en 1952-53, il n'aura fait que rattraper son niveau de 1938, anormalement bas. Soulignons, en passant, par un exemple frappant, l'incohérence de ces « plans »: les pays Marshall comptent exporter les uns vers les autres, en 1952-53, environ 500 millions de dollars de plus que ces mêmes pays ne comptent, à la même date, importer les uns des autres!

une « planification » capitaliste, imposant, en même temps qu'une exploitation accrue du prolétariat, une direction commune de la production capitaliste en Europe Occidentale, et, pour commencer, au moins une coordination élémentaire des investissements. Ni cette coordination, ni l'organisme qui pourrait l'imposer n'existent et ne peuvent exister actuellement. L'organisation européenne du plan Marshall est un assemblage bâtarde, dans lequel le cadavre de la diplomatie internationale traditionnelle pèse beaucoup plus lourd que l'embryon d'une nouvelle bureaucratie intercapitaliste.

3° Enfin, tous ces programmes se basent sur une série d'hypothèses expresses qui ne sont rien moins que fondées dans la réalité; il suffit d'en énoncer les quatre plus importantes pour s'en persuader:

- a) Amélioration de la situation politique internationale;
- b) « Niveau élevé de l'emploi dans le monde et particulièrement aux Etats-Unis », c'est-à-dire absence de crise de surproduction;
- c) Niveau élevé de commerce mondial;
- d) Aide américaine à une échelle suffisante (36).

On voit tout de suite que chacune de ces hypothèses est vitale pour le capitalisme européen et qu'aucune n'a de chances de se réaliser. L'évolution de la situation politique internationale est telle que d'un côté les pays capitalistes européens consacrent une part croissante de leurs budgets au réarmement et une part décroissante aux investissements, d'un autre côté il semble exclu qu'ils puissent reprendre des échanges suffisants avec l'Europe orientale, qui devait, d'après les programmes, servir de débouché important à leur production industrielle. La crise de surproduction américaine, si elle n'est pas encore là, a commencé par ses signes avant-coureurs à peser de telle manière sur la situation économique mondiale que déjà les exportations européennes vers les Etats-Unis connaissent un recul (37). Le commerce mondial reste stagnant, à des niveaux très voisins de ceux de 1938; cependant les prévisions des pays Marshall impliquent, pour 1952-1953, un commerce mondial de 75 % supérieur à ses niveaux actuels. Un tel développement dans un temps analogue fut inconnu même aux plus beaux jours du capitalisme florissant.

(36) « Interim Report » de l'O.E.C.E., p. 11-12.

(37) Pendant les quatre premiers mois de 1949, les exportations britanniques vers les U.S.A. ont été de 14 % inférieures à celles du dernier trimestre 1949 (presse anglaise du 8 juin 1949).

Enfin, l'aide américaine est constamment inférieure aux prévisions et aux demandes des pays Marshall.

Les « objectifs » apparents du plan Marshall sont donc complètement utopiques : le capitalisme européen ne peut plus arriver à la « viabilité » sur une base même très relativement autonome ; il ne peut vivre que par l'« aide » constante de l'impérialisme américain. Mais c'est précisément à cause du caractère utopique de ses objectifs que le plan Marshall restera nécessaire en permanence jusqu'à la troisième guerre mondiale. Jusqu'alors en effet les U.S.A. ne pouvant pas laisser le capitalisme européen s'écrouler, seront obligés de financer les importations de celui-ci.

Cette « permanence » du plan Marshall jusqu'à la guerre n'aura pas comme simple résultat l'affermissement de la domination américaine sur la politique européenne ; plus profondément, elle entraîne déjà le processus de transformation de l'économie européenne en économie complémentaire de celle des U.S.A.

#### B. — *La surproduction et la crise américaine.*

On sait que le fonctionnement normal de la production capitaliste se déroule à travers des phases cycliques d'expansion et de dépression de l'économie se succédant régulièrement. Cette succession ne se fait pas par des transitions insensibles, mais par des crises catastrophiques, qui marquent à chaque fois la fin de la période d'expansion et le début de la période de dépression et qui se concrétisent dans les chutes brutales de prix, la baisse extrême des profits, la faillite d'une série d'entreprises capitalistes, la restriction de la production et le chômage pour des millions de travailleurs. Le moteur profond de ces crises, et plus généralement du mouvement cyclique de l'économie capitaliste, n'est pas simplement l'anarchie de la production, mais essentiellement la contradiction qui existe entre la production, qui se développe au-delà de toute mesure, et la consommation des masses laborieuses, formant la grande majorité des consommateurs, qui reste stable ou n'évolue que très lentement. En définitive, cette contradiction est la contradiction même contenue dans la notion de l'exploitation capitaliste : pour réaliser le maximum de profit, le capitalisme est obligé à la fois de pousser au maximum la production et de réduire au minimum le revenu réel des travailleurs ; cela signifie qu'un moment vient

où le surcroît d'objets de consommation ne trouve plus d'acheteurs sur le marché, puisque les revenus des travailleurs ne leur permettent d'acheter qu'une petite partie de ce qu'ils ont produit.

1. Il est évident que pendant la première période du capitalisme, lorsqu'une concurrence intense et aveugle prédomine dans toutes les branches de la production, cette cause profonde des crises se complique et agit encore plus fortement à travers l'anarchie de la production ; la production d'un secteur donné peut très facilement entrer en divergence avec la demande payante qui existe pour le produit donné, simplement parce que cette production est le fait d'une multitude de capitalistes indépendants, dont chacun se soucie uniquement de réaliser le maximum de profit en poussant le plus possible sa production, sans se soucier au départ ni de ce que font les autres capitalistes ni de ce qui se passe sur le marché.

Cet aspect de l'anarchie capitaliste disparaît avec la domination des monopoles. Dans la mesure où un monopole domine un secteur donné de la production, il règle sa production non seulement d'après la demande escomptée, mais même en-deça de cette demande. Dans ce sens, il est juste de dire, comme le faisait déjà Engels en 1890, que nous n'avons plus à faire à un capitalisme anarchique, mais à un capitalisme planifié.

Mais comme l'expérience l'a constamment montré, cette « planification » de la production par les monopoles est totalement incapable de supprimer les crises et les mouvements cycliques de l'économie capitaliste. Ceci ne tient pas seulement au fait que la monopolisation n'est jamais parfaite à ce stade ; jusqu'à aujourd'hui, la production agricole presque dans son ensemble et plusieurs secteurs de la production d'objets de consommation restant encore sous l'emprise de la production concurrentielle, et la concurrence entre monopoles du même secteur persistant très souvent sur le plan international suffiraient encore pour créer des écarts importants entre la production et la demande payante de biens de consommation, des écarts capables de créer et de généraliser la surproduction. Mais on peut dire que ces phénomènes sont transitoires, dans le sens qu'une monopolisation plus poussée, intégrale, les supprimerait. Ce, par contre, que la monopolisation comme telle ne peut pas supprimer sont les contradictions qui résultent :

1° De la non coordination de la production des différents secteurs monopolisés dans leurs rapports réciproques;

2° De la persistance d'un marché et par conséquent du prix comme moyen indispensable pour réaliser le profit sous sa forme universelle, c'est-à-dire sous la forme argent.

Ces contradictions s'expriment dans le cadre de la contradiction fondamentale dont nous avons parlé plus haut, qui se trouve dans la tendance du capitalisme d'accroître au maximum ses profits à la fois par le maximum de production et par le maximum d'exploitation.

Quelques mots sur ces facteurs sont nécessaires avant d'aller plus loin.

La réglementation de la production par les monopoles, en tenant compte du marché du produit donné, se limite pour chaque monopole à la sphère de la production que celui-ci domine. Elle n'embrasse jamais l'ensemble de la production, car le monopole universel — c'est-à-dire l'appropriation totale du capital social par un seul groupe capitaliste ou par l'Etat — n'est pas encore réalisé. Dans ce sens, la production de chaque monopole, aussi réglementée soit-elle, interfère avec celle des autres monopoles, soit parce que leurs produits sont connexes, soit, d'une manière plus générale, parce qu'ils doivent tous réaliser leur profit sur le même gâteau, qui est la demande payante totale de la société. Dans la mesure où la concentration des forces productives augmente énormément l'interdépendance des productions dans les différents secteurs de l'économie, et où les monopoles dépendent les uns des autres pour la vente de leur produit ou pour leur approvisionnement en matières premières, produits semi-finis, équipement, etc., ce manque de coordination générale se fait cruellement sentir dans les moments de crise.

Pour les monopoles, la forme du profit reste encore indépendante de la plus-value : autrement dit, il ne suffit pas que le monopole exploite ses ouvriers pour qu'il gagne quelque chose. Il faut encore réaliser la plus-value ainsi extraite par la vente du produit. Les capitalistes monopoles n'utilisent ni ne consomment en nature le surproduit qu'ils ont acquis par l'exploitation des ouvriers ; ce surproduit ne devient pour eux profit que lorsqu'ils ont vendu leur production, et la plus-value a pris la forme d'argent. Ceci signifie que les monopoles dépendent encore du marché, et par conséquent aussi des mouvements des prix qui ne sont que partiellement soumis à leur contrôle. Qu'une baisse considérable dans les prix intervienne, par exemple, et le mono-

pole ne pourra plus réaliser sa plus-value en vendant son produit. Les ouvriers ont été exploités tant et plus, mais cette exploitation n'a pas servi à grand'chose aux capitalistes monopoles, qui n'ont pas pu réaliser de profits.

Enfin, le règne des monopoles non seulement ne supprime pas, mais aggrave extrêmement l'importance de ce facteur profond des crises qui se trouve dans l'existence même de l'exploitation. Augmenter les profits, cela signifie autant que possible limiter les revenus réels des travailleurs, mais aussi par la même rendre impossible l'écoulement de la production.

Il est évident que tous ces facteurs poussent le capitalisme des monopoles vers la concentration totale, qui dans les conditions contemporaines ne peut prendre que la forme de l'étatisation. Aussi bien la nécessité de « planifier » et de coordonner entre elles les productions des différents monopoles, que de supprimer le marché comme facteur indépendant de la vie économique et de limiter le surproduit à la part consommable en nature par la classe exploitée rendent inéluctable, si la révolution prolétarienne n'intervient pas, une concentration intégrale de la production dont l'étatisation russe indique la voie et le modèle (38).

Cependant, à l'époque actuelle, le capitalisme occidental n'est plus simplement un capitalisme des monopoles ; l'intervention de l'Etat dans l'économie, le rôle du pouvoir gouver-

(38) Dans ce cas la crise, sous sa forme classique, devient impossible. Si l'incohérence de la production entre les différentes branches provoque un excès de production, partiel ou général, des déséquilibres importants et des pertes considérables peuvent en résulter, mais non pas une « crise », puisqu'en principe la bureaucratie peut stocker indéfiniment le surproduit ou en consommer en nature la partie consommable — deux solutions par définition impossibles pour le capitalisme des monopoles. Le marché n'existant plus, et le prix n'ayant plus aucune fonction indépendante, l'écoulement de la production ne crée plus de problèmes. D'autre part, la réduction du revenu réel des travailleurs ne prend plus la forme d'une réduction simplement de leur revenu monétaire, indépendante de la production de biens de consommation qui continue à se développer, mais est déjà inscrite d'avance dans la production, la « planification » prévoyant dès le départ une production réduite de biens de consommation. Celle-ci peut d'ailleurs très bien accompagner d'une augmentation des revenus monétaires des ouvriers, qui évidemment ne trouveront pas à acheter les biens correspondants. C'est ce qui fait que dans ce cas nous avons non pas une surproduction, mais une sous-production chronique de biens de consommation — comme le démontre l'observation de l'économie russe. La contradiction fondamentale de l'économie d'exploitation est ainsi réduite, dans le cas du capitalisme d'Etat, à son expression la plus simple à la fois et la plus profonde : la contradiction existant entre les exigences de la production maximum et de l'exploitation maximum (c'est-à-dire de la consommation et en définitive du développement humain minimum pour le travailleur), dont le résultat est la crise terrible de la productivité du travail, telle qu'elle éclate quotidiennement dans la production russe. Cette crise de la productivité, combinée au caractère totalement parasitaire de la bureaucratie dominante, qui dès que sa domination ne serait plus menacée se bornerait à consommer en nature le surproduit sans avoir besoin d'accumuler détermineraient la stagnation complète de l'économie du capitalisme d'Etat s'il se réalisait à l'échelle universelle.

nemental comme instance centrale de coordination des intérêts économiques des classes dominantes ont énormément grandi et ne cessent de croître. Et l'on sait également qu'un des domaines principaux sur lequel se concentrent les efforts de réglementation de l'économie par l'Etat capitaliste est celui des crises. Dans quelle mesure le dirigisme étatique peut-il débarrasser la production capitaliste des crises de surproduction ?

La grande majorité des moyens par lesquels l'Etat capitaliste et les théoriciens du dirigisme étatique veulent surmonter les crises ne sont que des palliatifs temporaires. Ces moyens — qu'il s'agisse de la protection des prix agricoles ou des allocations de chômage — veulent résorber la surproduction de biens de consommation en « créant un pouvoir d'achat supplémentaire », « au profit » des agriculteurs ou des chômeurs industriels. Mais ce « pouvoir d'achat supplémentaire » n'est pas créé de rien : l'Etat ne fait que redistribuer, de cette manière, des revenus déjà existants et déjà destinés à la consommation (39).

La chose est relativement différente dans la politique des « grands travaux ». Elle est différente, non pas parce que des nouvelles sources de pouvoir d'achat sont créées : les capitalistes ne sont nullement disposés à réduire leur part dans le revenu national, et les chômeurs embauchés ne font que partager avec les autres travailleurs la partie du revenu social allouée à la classe ouvrière; les salaires ainsi payés aux chômeurs sont, en définitive, par un moyen ou un autre, enlevés aux autres ouvriers. Mais les « grands travaux » permettent de donner une autre forme à cette partie du surproduit qui ne pouvait pas s'écouler; après l'absorption des stocks des objets consommables, le surproduit s'accumule sous une forme de « biens » de nature différente, qu'il s'agisse de centrales hydroélectriques ou d'armements.

Mais la question du choix entre la construction de cen-

(39) Ceci est évident dans la mesure où les revenus « distribués » ainsi proviennent de la taxation, c'est-à-dire de prélèvements sur le revenu consommable d'autres catégories sociales; même lorsque la matière imposable est constituée par des revenus capitalistes, ce n'est pas la partie de ces revenus destinés à l'accumulation, mais celle destinée à la consommation qui est touchée (ceci d'autant plus que pendant la dépression l'accumulation n'existe pratiquement pas). La même chose est vraie dans les allocations de chômage payées par des Caisses de sécurité : qu'ils aient été collectés dans le passé ou qu'ils soient collectés dans le présent, les fonds de ces Caisses ont été prélevés sur les revenus destinés à la consommation; il s'agit donc encore là d'une redistribution de pouvoir d'achat déjà existant. La chose serait relativement différente si la source de ce « pouvoir d'achat supplémentaire » était l'emprunt; mais il s'agit là d'un cas rare, qui ne présente qu'un intérêt théorique.

trales et la production d'armements n'est nullement une question indifférente ou secondaire pour le capitalisme. La première apparaît — et est en effet du point de vue capitaliste — une absurdité, car dans une société qui souffre cruellement de la surproduction, accumuler encore des biens n'a pas de sens. Le contraire est vrai pour la production d'armements, dans laquelle le capitalisme trouve un exutoire parfaitement rationnel de son point de vue, puisqu'il a pour lui une valeur d'usage quasi immédiate et directe, et puisqu'à travers l'utilisation de ces armements le capitalisme espère dépasser ses problèmes en élargissant le champ de sa domination.

Peu nous importe donc, en définitive, si la production d'armements vient après la surproduction pour la « résorber » — comme ce fut le cas pour les Etats impérialistes entre 1933 et 1939 et comme ce sera encore une fois le cas des Etats-Unis lors de la prochaine crise de surproduction — ou si elle absorbe dès le début une telle part de la production, que la surproduction de biens de consommation devienne impossible — comme c'est constamment le cas de la Russie. Ce qui est essentiel, d'un point de vue final, c'est que la guerre — et, dans les conditions actuelles, la guerre pour la domination mondiale — est si intimement liée au fonctionnement de l'économie, qu'elle en découle avec une nécessité aveugle.

Le capitalisme des monopoles est donc lui aussi voué aux crises de surproduction; bien plus, il les aggrave, aussi bien parce que le potentiel productif énorme de la société porte la production très rapidement aux limites de la surproduction, que parce que la domination des monopoles donne à l'ensemble de l'économie une rigidité qui rend beaucoup plus difficile, sinon impossible, la réadaptation automatique de l'économie après la crise qui caractérisait le capitalisme concurrentiel (40). Le dirigisme étatique ne peut résorber la surproduction qu'en orientant l'économie et toute la société vers la guerre.

Exposer ces idées était nécessaire pour montrer que l'économie du capitalisme occidental ne saurait échapper à une nouvelle crise de surproduction, et que cette crise signifierait une accélération aussi bien de la concentration et de l'étatisation aux Etats-Unis que du processus menant à la troisième guerre mondiale.

(40) Qu'il nous suffise de rappeler le rôle primordial que jouait la baisse des prix et des profits dans la résorption de la surproduction lors des crises traditionnelles, et les énormes obstacles qu'oppose à cette saignée du capitalisme la rigidité des prix et des profits monopolistiques.

2. La question de savoir si la crise éclatera dans quelques mois ou dans deux ou quatre ans ne peut pas recevoir une réponse scientifique et d'ailleurs ne nous intéresse que très relativement. Ce qui est pour nous important, c'est de montrer l'inéluctabilité d'une telle crise et le rôle qu'elle jouera dans l'évolution du capitalisme occidental (41). Néanmoins, un rapide examen de la situation actuelle de l'économie capitaliste du point de vue de la surproduction ne saurait être inutile, car il permettrait de concrétiser les idées énoncées plus haut et de montrer combien l'économie capitaliste actuelle est constamment proche de la limite de la surproduction.

Le cœur de l'économie occidentale est la production américaine. Or, comme on le sait, depuis novembre 1948 jusqu'à aujourd'hui, l'activité économique aux Etats-Unis marque un déclin lent, mais continu. Le mouvement a été déclenché par les fortes baisses du prix des produits agricoles et des matières premières en novembre. Les prix de gros des produits agricoles passaient de l'indice 227 en juin 1948 à l'indice 198 en mars; celui des matières premières pendant la même période baissait de 215 à 197. L'indice du cours des actions industrielles baissait de 121 en juin 1948 à 104 en février. La production industrielle se ralentissait constamment, passant de l'indice 175 en octobre 1948 à 157 en avril 1949. Pendant la même période, le nombre des chômeurs doublait, passant de 1.642.000 à 3.167.000 (42); il était de 4.000.000 à la fin mai (43).

Les causes de cette situation s'étaient accumulées pendant la période précédente. La part du revenu national allouée aux salariés passait de 65,4 % en 1946 à 61,9 % pendant la première période de 1948. En même temps, la part du revenu national transformée en profits capitalistes passait de 9,4% à 12,5% (44). Sur ces profits, la part revenant aux divi-

(41) Le moment exact d'explosion de la crise dépend d'une série de facteurs conjoncturels qui rendent sa détermination quasi impossible; ce qui d'autant plus que des mesures de l'Etat capitaliste peuvent, sans évidemment en rien atténuer les facteurs fondamentaux du déséquilibre, en retarder l'action. Par ailleurs il est possible que la dépression à venir, précisément à cause du caractère très étendu du dirigisme étatique, ne commence pas par un « krach » spectaculaire, mais par un affaiblissement graduel de l'économie — ce qui n'atténuera nullement la profondeur de la régression.

(42) Pour tous les indices, la base 100 est 1937. Selon le *Bulletin mensuel de Statistique de l'O.N.U.*, mai 1949.

(43) *Financial Times* du 27 juin 1948.

(44) Inutile d'indiquer que ces chiffres, concernant la répartition du revenu national, viennent de statistiques capitalistes, et en tant que tels n'ont qu'une valeur relative; ce qu'il faut en retenir ce n'est pas la répartition du revenu national entre ouvriers et capitalistes en valeur absolue, mais la diminution de la part des ouvriers et l'augmentation de celle des capitalistes.

dendes distribués (qui financent pour la plus grande part la consommation improductive des capitalistes) diminuait constamment en faveur de l'accumulation (les dividendes étaient pendant la première moitié de 1948 3,3 % du revenu national; ils en formaient 6,7 % en 1929). Ainsi la demande de biens de consommation (demande formée par les revenus des salariés plus la part non accumulée des revenus capitalistes) avait constamment décliné. Ceci se traduisait déjà dans la diminution des profits des industries de biens de consommation, en 1948, par rapport à 1947, cependant que de 1947 à 1948 les profits des industries de moyen de production augmentaient encore. En même temps, les exportations diminuaient de 15,4 milliards de dollars en 1947, à 12,6 milliards en 1948, cependant que les importations montaient de 6,5 milliards, en 1947, à 8 milliards en 1948. L'ensemble de ces facteurs faisait que les stocks passaient d'une valeur de 40 milliards de dollars, en septembre 1947, à 51,7 milliards en juillet 1948 et à 54,4 milliards en novembre.

Le premier trimestre 1949 n'a fait que renforcer ces tendances. Selon une statistique du Département du Commerce (45) les revenus destinés à la consommation ont diminué, pendant ce trimestre, de 4 milliards de dollars par rapport au dernier trimestre 1948; en même temps, les dépenses des entreprises diminuaient de 5 milliards, essentiellement à cause de l'arrêt des commandes en vue du stockage. Le seul facteur agissant en sens inverse sont les dépenses gouvernementales; mais l'accroissement de celles-ci se limite à 0,5 milliards.

Ces signes de la dépression ne se limitent évidemment pas à l'économie américaine. En Europe des phénomènes analogues se généralisent; l'accroissement du chômage en Italie, Belgique, Allemagne Occidentale, les débuts de chômage en France, la crise des exportations anglaises montrent que l'économie capitaliste est entrée dans la zone de la surproduction.

Quelle est la signification exacte de tous ces phénomènes ?

S'agit-il déjà de la crise, ou bien n'y a-t-il là qu'une série de manifestations de « réadaptation » devant ramener la production capitaliste provisoirement d'une activité « exagérée » à une activité « normale », tenant compte de la demande effective ? Cette dernière réponse est évidemment celle des économistes bourgeois, qui veulent tranquilliser leurs maîtres

(45) Voir *The Statist*, 4 juin 1949.

en parlant de « réajustement ». Nous n'avons pas la prétention de répondre catégoriquement à cette question, qui, comme nous l'avons déjà dit, ne présente après tout qu'un intérêt secondaire (46). Nous n'avons cité ces données que pour montrer que dorénavant la surproduction est constamment présente dans l'économie capitaliste et, par conséquent, qu'aussi bien du point de vue du temps que de tous les autres, la consolidation actuelle du capitalisme ne saurait être autre chose qu'une brève transition.

### C. — *L'avenir proche de l'économie capitaliste.*

La faillite du capitalisme européen et la surproduction déjà manifeste aux Etats-Unis, voilà sur quoi repose la consolidation actuelle du capitalisme. L'Europe Occidentale est désormais définitivement incapable de s'intégrer à un mécanisme international des échanges du type traditionnel. Plus que tout autre pays, les Etats-Unis, à cause de leur appareil productif surdéveloppé, ne peuvent pas résoudre le problème de la surproduction. Ces deux facteurs ne montrent pas seulement combien la consolidation actuelle est provisoire. Ils permettent de comprendre la dynamique qui la pousse à sa destruction, et de dégager les perspectives d'avenir du capitalisme occidental.

L'incapacité de l'Europe à s'intégrer de nouveau au marché international rapproche considérablement les délais de la crise américaine. L'exutoire que serait pour la production américaine un flot croissant d'exportations vers les pays européens et leurs colonies ne peut pas jouer son rôle, car le capitalisme européen essaie de préserver sa propre production, qui serait condamnée sans appel par la concurrence américaine envahissante, en maintenant et en aggravant le cloisonnement des économies nationales. La lutte actuelle entre les Américains et les Anglais autour de la dévaluation de la livre

(46) Des réadaptations interrompant provisoirement le boom qui reprend ensuite jusqu'à la crise, sont connues dans l'histoire de l'économie capitaliste; ainsi, la régression passagère de l'activité économique aux Etats-Unis et dans plusieurs autres pays, entre 1926-1927, après laquelle le boom a continué jusqu'au grand krach de 1929. Plusieurs facteurs peuvent inciter à penser qu'il s'agit actuellement d'un phénomène analogue. Parmi ceux-là, il faut noter le flot des investissements américains à l'étranger — tant publics que privés — qui se situe à des niveaux plusieurs fois supérieurs à ceux d'avant-guerre et le réarmement. Ces facteurs peuvent estomper la surproduction actuelle pour quelque temps, mais ils ne rendront la dépression que plus profonde, lorsqu'elle surviendra.

et de la transférabilité des créances commerciales européennes n'a pas d'autre signification. Pressés par la surproduction qui se fait jour, les impérialistes américains veulent imposer au capital européen la « libre » concurrence. Sentant la menace mortelle que cela signifie pour eux, les capitalistes de l'Europe livrent un combat ultime et utopique pour maintenir les derniers bastions de leur existence indépendante.

Inversement, la crise de surproduction américaine en éclatant fera sauter en l'air l'édifice péniblement échafaudé de la « reconstruction » européenne. Les exportations européennes vers les U.S.A., déjà faibles, disparaîtront complètement; la pression de la production américaine sur l'Europe se fera sentir énorme; enfin, les marchandises européennes se feront rapidement déloger de tous les autres pays, dans lesquels jusqu'ici les Etats-Unis leur avaient laissé une place. Le capitalisme européen verra ses exportations tomber à un niveau catastrophiquement bas; devenant définitivement insolvable, ne pouvant pas réduire ses importations indispensables, il devra se transformer radicalement pour survivre. L'ensemble du « monde occidental » ne pourra trouver une voie d'issue que dans la subordination complète à l'impérialisme américain, le totalitarisme, l'étatisation, et en définitive la guerre.

Cette transformation de l'économie capitaliste, qui se prépare derrière les apparences trompeuses de l'heure actuelle, signifie la fin de la forme connue de l'exploitation capitaliste. Le marché, aussi bien que le marché concurrentiel que le marché monopolistique, est condamné à disparaître, aussi bien sur le plan national que sur le plan international. Il est condamné à disparaître, parce qu'il n'est plus un mode adéquat d'intégration des différentes branches de production, des différentes économies nationales et en définitive de la production et de la consommation entre elles. Il recule chaque jour sous la poussée de la concentration, tant nationale qu'internationale. Il ne peut qu'être remplacé par la concentration totale de la gestion de l'économie entre les mains d'un seul qui ne peut être autre que l'Etat à l'échelle nationale et, dans les conditions actuelles, l'Etat américain à l'échelle mondiale.

Mais cette transformation ne pourra pas s'accomplir pacifiquement. La prochaine crise ne marquera que ses débuts. C'est par et à travers la troisième guerre mondiale que ce processus entrera dans sa phase définitive.

D. — *La rupture de l'équilibre sur le plan international et la troisième guerre mondiale.*

La situation internationale actuelle se caractérise par le cloisonnement des deux blocs impérialistes dans leurs zones respectives. La condition de ce cloisonnement est précisément la consolidation du pouvoir de la classe exploiteuse à l'intérieur de chaque zone. Le fait qu'il est impossible dorénavant pour la bureaucratie stalinienne de « pousser des pointes » à l'intérieur de l'Europe Occidentale, comme il est impossible pour l'impérialisme américain de pénétrer dans les pays de la zone russe, l'abandon par les U.S.A. de la Chine sans beaucoup de résistance, montrent que le partage rigoureux du monde en deux zones ne peut pas, momentanément, être remis en question. Le maintien de points de friction en Allemagne, en Grèce, en Indochine, n'altère en rien ce fait fondamental.

Mais ce cloisonnement ne traduit en réalité qu'une période d'attente. Ni les impérialistes yankees n'ont renoncé à mettre la main sur les immenses ressources du monde oriental, ni les bureaucrates russes à s'emparer du capital et de la technique de l'Europe et de l'Amérique. Leur attitude actuelle est dictée uniquement par des facteurs conjoncturels, par des considérations tactiques, par des problèmes propres à chacun qui se posent à l'intérieur de chaque zone. Le développement de la situation dans celles-ci ne peut que conduire à la rupture de l'équilibre et au conflit ouvert et total.

La crise de l'économie occidentale, lorsqu'elle surviendra, ne fera pas que pousser l'économie capitaliste vers les armements; elle s'accompagnera d'une immense crise sociale, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe. Le capitalisme ne pourra dépasser cette crise que par l'installation de régimes fascistes ou similaires, chargés à la fois de comprimer les contradictions de l'économie capitaliste et d'orienter définitivement celle-ci vers la guerre. Mais cette installation ne se fera pas « à froid » : des luttes ouvertes éclateront, dans lesquelles la bureaucratie russe sera obligée d'intervenir soit directement, soit par l'intermédiaire des partis staliniens. La généralisation de ces conflits en une conflagration universelle sera alors une affaire de mois, sinon de semaines.

On ne peut pas penser sérieusement que ce cours de la situation pourrait être renversé par la révolution. Les rythmes

de maturation de cette révolution sont beaucoup plus lents que ceux de la guerre. Ni l'étendue, toujours très limitée, de l'expérience de la bureaucratisation par l'avant-garde prolétarienne, ni le processus encore embryonnaire de construction de véritables partis révolutionnaires du prolétariat ne permettent de supposer que les combats de classe, qui seront infailliblement livrés pendant cette période, pourront mettre en question à l'échelle internationale la domination capitaliste et bureaucratique. En définitive, ce n'est qu'au cours de la guerre elle-même que le prolétariat pourra faire l'expérience définitive des régimes d'exploitation et se trouver en possession des moyens lui permettant de concrétiser cette expérience par la révolution mondiale (47).

Mais pour la préparation de cette révolution, la signification de la période actuelle est énorme. Déjà des luttes importantes, autonomes par rapport à la bureaucratie, éclatent : à des degrés différents, la grève des cheminots de Berlin, la grève des cheminots anglais, la grève Ford aux Etats-Unis sont les signes d'une prise de conscience ferme quoique partielle du rôle de la bureaucratie stalinienne, travailliste ou « radicale ». Il ne peut y avoir de doute que ces luttes seront suivies par d'autres, éventuellement plus amples et plus profondes. Pendant ces luttes, une avant-garde consciente commencera à se cristalliser, cependant que leur signification générale sera même confusément perçue au sein de la classe ouvrière. Une matière concrète pour la définition de la stratégie et de la tactique face à la bureaucratie existera ainsi, et le programme révolutionnaire pourra être élaboré et diffusé par l'avant-garde organisée.

Ainsi, du point de vue du prolétariat, la période actuelle se révèle comme ayant une signification profonde : c'est en effet au cours de cette période que devra se construire la direction révolutionnaire.

(47) Voir l'article *La Guerre et notre Epoque*, publié dans ce numéro.

Pierre CHAULIEU.